



Nations Unies

Assemblée générale

AG/PAL/1046

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Comité pour l'exercice des droits
inaliénables du peuple palestinien
300^e séance – matin**

**LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE A L'OBLIGATION D'AIDER LE GOUVERNEMENT
D'UNITÉ NATIONALE PALESTINIEN ET DE LEVER SES RESTRICTIONS EN MATIÈRE
D'AIDE**

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien s'est réuni, ce matin, pour faire le point sur la situation au Moyen-Orient, en particulier dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est.

Riyad Mansour, Observateur de la Palestine, le représentant de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) et Paul Badji, le Président du Comité, sont intervenus. Ce dernier a exprimé le sentiment général selon lequel la communauté internationale est dans l'obligation d'appuyer le nouveau Gouvernement palestinien d'unité nationale sans condition préalable et de lever les restrictions en matière d'aide.

Paul Badji a, en effet, rendu compte des conclusions de la Réunion internationale de soutien pour la paix israélo-palestinienne, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les 22 et 23 mars 2007.

Le Président du Comité a passé en revue le Document final de la Réunion* dans lequel les participants se sont félicités de la formation d'un nouveau Gouvernement et ont émis l'espoir que cette situation nouvelle permettra à la communauté internationale de reprendre l'aide essentielle qu'elle fournissait sur les plans humanitaire et économique et aiderait à faire progresser le processus politique.

Paul Badji a encore dit que les participants ont exprimé l'espoir que les parties surmonteront leurs derniers différends dans la recherche d'une solution définitive fondée sur les résolutions pertinentes des organes des Nations Unies, le mandat et les principes adoptés à la Conférence de Madrid en 1991, l'Initiative de paix de la Ligue arabe de 2002 et la Feuille de route. Ils ont appuyé les appels en faveur d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient.

* (CPR/IM/2007/14). *Le rapport de la Réunion sera publié en tant que document de la Division des droits des Palestiniens et distribué à la prochaine session de l'Assemblée générale.*

Auparavant, le Président du Comité avait rappelé que le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'était rendu en Israël et dans le Territoire palestinien occupé, du 24 au 27 mars. Après y avoir rencontré le Président Abbas, à Ramallah, la Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice ainsi que le Premier Ministre israélien Ehud Olmert, le Secrétaire général s'est dit frappé par le fait que le peuple palestinien désire ardemment son propre État et qu'il encoure de nombreuses frustrations. Il est nécessaire, a souligné Ban Ki-moon, de donner au nouveau Gouvernement palestinien un espace politique afin qu'il puisse axer ses efforts sur les tâches à accomplir.

Le Président du Comité a ensuite évoqué le dix-neuvième Sommet arabe qui s'est tenu à Riyad le 29 mars dernier. Les dirigeants arabes y ont approuvé, de nouveau, l'Initiative de paix arabe de 2002, la Déclaration de Riyad affirmant l'option d'une paix juste et globale comme option stratégique de la nation arabe.

Évoquant, enfin, la rencontre du 15 avril entre le Premier Ministre Olmert et le Président Abbas à Jérusalem, Paul Badji a expliqué que les deux hommes ont traité des restrictions imposées en matière de déplacements et de commerce mais aussi des grandes lignes d'un État palestinien. Les deux camps se sont engagés à se réunir deux fois par mois, s'est félicité le Président du Comité, avant de céder la parole à l'Observateur permanent de la Palestine.

Riyad Mansour a souligné l'importance de la visite du Secrétaire général dans les territoires occupés, qui, selon lui, a permis à celui-ci de constater par lui-même les destructions provoquées par le conflit, les dangers posés par les colonies de peuplement et les conditions de vie difficiles du peuple palestinien.

Détaillant les efforts accomplis du côté palestinien, l'Observateur a notamment dit avoir envoyé des lettres au Président du Conseil de sécurité et à la Présidente de l'Assemblée générale pour les informer des incidents récents, notamment des attentats contre les Palestiniens, au cours du week-end dernier.

« L'occupation israélienne, qui dure depuis plus de 40 ans, poursuit ses confiscations de terres autour de Jérusalem-Est occupée. Cette annexion *de facto* des territoires palestiniens menace l'intégrité du Territoire palestinien et compromet la possibilité de créer deux États », a prévenu Riyad Mansour.

Mais cela n'empêche pas les Palestiniens de continuer à rechercher la paix, a-t-il dit, en évoquant la formation d'un Gouvernement d'unité nationale et les diverses tentatives de cessez-le-feu. Il s'est d'ailleurs demandé pourquoi Israël a refusé l'offre palestinienne d'appliquer le cessez-le-feu à la Cisjordanie.

Riyad Mansour a aussi mentionné les efforts du Comité ministériel arabe de suivi, notamment la proposition de convoquer une conférence internationale sous l'égide des Nations Unies pour trouver une solution au conflit. Il a émis le souhait que le Conseil de sécurité et les membres du Quatuor ne laissent pas passer cette occasion, espérant aussi voir la relance de la Feuille de route et le respect des résolutions pertinentes.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), par la voix de son représentant, a noté, pour sa part, que malgré les progrès politiques, la situation à Gaza continue d'être très tendue, faisant peser un danger quasi permanent sur les populations civiles. Le représentant de l'UNRWA a signalé une amélioration dans l'accès au Territoire occupé, grâce à une ouverture plus régulière du point de passage de Karni.

Cependant, la contrepartie étant que moins de camions sont autorisés à passer, l'aide de l'UNRWA est acheminée en moindre quantité dans les zones qui en ont le plus besoin. S'agissant du point de passage des personnes à Erez, la situation n'a pas changé, ce qui constitue un sérieux sujet de préoccupation.

Pour ce qui est de la situation financière de l'Office, le représentant a indiqué que le budget prévu pour l'exercice 2007, et qui s'élève à 487 millions, n'a toujours pas été atteint faute de contributions suffisantes de la part des donateurs. Nous comptons nous baser sur un budget plus réaliste de 380 millions de dollars, en escomptant que des fonds supplémentaires seront versés au cours du deuxième semestre, a-t-il annoncé.

À la suite de l'Appel d'urgence pour 2007, environ 50% des près de 250 millions de dollars demandés ont été réunis. La Bande de Gaza souffrira le plus de la baisse des ressources par rapport à 2006, alors même que le programme de création d'emplois lancé par l'Office marque le pas. Sur le plan alimentaire, l'aide sera épuisée en août en Cisjordanie et en septembre à Gaza, a encore annoncé le représentant, ajoutant que 80% de la population de Gaza vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté.

En fin de réunion, le Comité a approuvé le programme de travail de la Réunion africaine des Nations Unies sur la question de Palestine et celui du Forum public des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne, qui se tiendront en Afrique du Sud, à Pretoria, du 9 au 11 mai 2007.

Le Président du Comité a précisé que l'objectif de ces manifestations est d'encourager la prise de mesures à l'échelle internationale, y compris par les États africains. Il a aussi signalé qu'une réunion spéciale du Comité se tiendra à l'occasion du quarantième anniversaire de l'occupation par Israël du Territoire palestinien, y compris Jérusalem-Est, le 7 juin 2007.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel